



Assemblée générale

Distr. limitée
7 novembre 2001
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session

Troisième Commission

Point 119 a) de l'ordre du jour

Questions relatives aux droits de l'homme :

application des instruments relatifs aux droits de l'homme

Décision du Comité des droits de l'homme à sa soixante-treizième session

Note du Secrétariat

À sa 1972^e séance, le 24 octobre 2001, le Comité des droits de l'homme a adopté la décision 1 (73) recommandant des mesures à prendre par l'Assemblée générale et dont le texte est reproduit ci-après pour information.

Décision 1 (73)

Le Comité des droits de l'homme,

Rappelant que le volume de ses activités au titre du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques¹ a augmenté du fait du nombre croissant des États parties au Protocole facultatif,

Rappelant qu'il s'inquiète, ainsi qu'il l'a indiqué dans ses rapports annuels à l'Assemblée générale², que l'arriéré des communications présentées en vertu du Protocole facultatif, s'il est progressivement réduit, n'en persiste pas moins,

Appelant l'attention sur l'article 36 du Pacte, en vertu duquel le Comité dispose des ressources nécessaires pour s'acquitter efficacement des fonctions qui lui sont confiées, y compris l'examen des communications présentées au titre du Protocole facultatif,

¹ Résolution 2200 A (XXI), annexe.

² *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément No 40* (A/53/40), vol. I, par. 430 à 432 et *ibid.*, cinquante-cinquième session, Supplément No 40 (A/55/40), vol. I, par. 539 à 545.



Rappelant sa décision, adoptée à sa 1955e séance, le 27 juillet 2001, de demander une semaine supplémentaire de séances à l'issue de sa soixante-quinzième session, en juillet 2002³,

Recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de décision suivant :

L'Assemblée générale, prenant note de la décision 1 (73) du Comité des droits de l'homme en date du 24 octobre 2001, décide d'accéder à la demande du Comité tendant à tenir une semaine supplémentaire de séances à l'issue de sa soixante-quinzième session, qui doit se tenir du 8 au 26 juillet 2002 à Genève.

³ Ibid., cinquante-sixième session, *Supplément No 40* (A/56/40), vol. I, par. 47.